

Social 4

Le Covid-19 aggrave la précarité

International 8—9

Italie: entretien avec Franco Turigliatto

Féminisme 14

Lutter encore contre les politiques eugénistes!

Édito

Résultats positifs, sans illusion

Le 27 septembre 2020 a été un dimanche de votations comme on n'en voit pas souvent. Pour sa participation d'abord : avec 60% de voix exprimées, celles et ceux qui ont droit de vote se sont plus mobilisé·e·s que d'ordinaire. Ensuite pour ses résultats : la plupart des recommandations de la droite et du Conseil fédéral ont été désavouées et l'initiative xénophobe de l'UDC a réalisé un score substantiellement en deçà de ses précédents résultats.

Ces résultats sont suffisamment rares pour être relevés, au pays de la paix du consensus, où la droite impose si souvent sa ligne. Ils devraient nous encourager dans notre action et nous faire redoubler d'efforts. Mais pour ne pas se bercer d'illusions, il faut aussi souligner les limites de ce résultat, qui contrastent avec les réactions dithyrambiques qu'on a pu découvrir au lendemain des votations. Même s'il est trop tôt pour tirer des conclusions sur la situation politique en Suisse, on peut se demander quel a été l'impact de la crise du Covid – et l'implication de l'État dans ce cadre – sur le résultat des votations. L'évidence concrète d'un « besoin d'État » a-t-il contribué au refus du cadeau fiscal et à l'acceptation du congé paternité?



Arménie/Azerbaïdjan

12



Rassemblement contre l'escalade militaire menée par l'Azerbaïdjan et la Turquie, Berne, 30 septembre 2020

Santé

3

11 MILLIARDS DANS LES RÉSERVES: ALORS ON DANSE? ALORS ON PAIE!

Cette crise a-t-elle ancré dans la population la nécessité d'un État disposant de ressources nécessaires, et habilité à réguler?

Il serait pour le moins précipité de l'affirmer. Le gouvernement actuellement jouit d'une forte confiance de la population, à la suite de sa gestion de la crise. Or ce gouvernement n'a pas évolué, il reste néolibéral, bien décidé à ne rien changer, que ce soit par rapport à la fiscalité, à l'urgence climatique ou aux assurances sociales. Le clan bourgeois a de plus gagné sur les points les plus importants pour lui: la libre circulation et les avions de combat, ne s'investissant que peu dans les campagnes des autres objets soumis au vote.

L'issue de ces votations est donc certes positive, mais elle révèle en trompe-l'œil un climat politique qui reste très difficile. L'initiative de l'UDC n'a pas passé la rampe, mais le parti xénophobe en était à sa troisième relance sur le même sujet et apparaissait comme maximaliste. Il n'en reste pas moins que la proposition a recueilli presque 40 % des voix, donc 10 % de plus que l'électorat de l'UDC. Le congé paternité a été adopté par 60 % des votant-e-s, mais c'est une mesure des plus timides. Malgré cela, plus de 35 % des voix exprimées s'y opposent. Idem pour le *non* à l'achat de nouveaux avions militaires, qui s'est encoulé sur la dernière ligne droite. Résultats: les six milliards annoncés iront bien renforcer le budget militaire, au détriment de secteurs comme les soins ou les transports.

Des votations plus représentatives par la participation et plus progressistes par leurs résultats, mais qui ne doivent pas nous faire crier victoire. Engels défendait l'idée selon laquelle le suffrage universel est un indice, certes biaisé, mais qui permet de mesurer le niveau de conscience de la classe ouvrière: «Le jour où le thermomètre du suffrage universel indiquera pour les travailleurs le point d'ébullition, ils sauront, aussi bien que les capitalistes, ce qu'il leur reste à faire», disait-il. Pour sûr, ce n'est pas au bouillonnement décrit par Engels que nous avons assisté, loin s'en faut (et les capitalistes l'ont bien compris). Mais la température a monté de quelques degrés.

Pierre Conscience Pierre Raboud

AGENDA

Fribourg

JE 15 OCTOBRE 20 H
LES IN-FORMATIONS CONTINUENT
Échanges militants
La Coutellerie, Fribourg

Genève

VE 9 OCTOBRE 18 H
RASSEMBLEMENT POUR LA
LIBÉRATION DES MILITANT-E-S DU
HDP DÉTENU-E-S ARBITRAIREMENT
DANS LES PRISONS D'ERDOGAN
Voir page 14
Zone piétonne de la rue du Mont
Blanc, Genève

Vaud

VE 16 & 23 OCTOBRE 20 H
GRISÉLIDIS RÉAL, AUTOPORTRAITS
Film de Marie-Eve De Grave
Cinéma Obló, Lausanne

→ JUSQU'AU 20 DÉCEMBRE
MONSANTO®: UNE ENQUÊTE
PHOTOGRAPHIQUE
Photographies de Mathieu Asselin
Ferme des Tilleuls, Renens

Jeudi

15 octobre

GRÈVE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU SECTEUR SUBVENTIONNÉ

L'assemblée de la fonction publique et du secteur subventionné a décidé à l'unanimité une après-midi de grève contre les coupes dans les services publics et les baisses de 6 à 10 % des salaires! Plusieurs centaines de personnes ont voté des mesures de lutte contre le budget d'austérité qui fait payer à la population les cadeaux fiscaux aux entreprises! D'autres dates sont votées au cas où le Conseil d'État ne comprendrait pas le message.

Cortège à 15 h 30

Place de Neuve

SIGNEZ ET FAITES SIGNER LE RÉFÉRENDUM CONTRE LA LOI CO₂

FEUILLE DE SIGNATURES ENCARTÉE DANS CE NUMÉRO

Une loi:	→ Largement en-deçà de ce que l'urgence climatique exige	→ Socialement injuste	→ Qui pérennise le mécanisme de la Bourse du Carbone	→ Qui offre une bonne conscience à l'économie et aux partis de gouvernement
----------	--	-----------------------	--	---

National

SA 10 OCTOBRE 14 H 30
#EVACUERMAINTENANT –
MANIFESTATION NATIONALE
Contre les conditions catastrophiques
aux frontières extérieures de l'Europe.
Pour que le Conseil fédéral accueille
les personnes en exil dès maintenant.
Place fédérale, Berne

International

LES VIDÉOS DES DEUX
CONFÉRENCES STOP PILLAGE
SONT EN LIGNE
1 Agrobusiness / libre-échange /
élevage: conséquences sur le climat
et les paysan-ne-s en Suisse et dans
le Sud Global
Avec Isolda Agazzi (Alliance Sud),
Michelle Zufferey (Uniterre),
Mathias Schlegel (Greenpeace),
Joseph Jaccas (PEA)
2 Les enjeux de l'initiative
«Multinationales responsables»
Avec: Ilias Panchard (Les Vert-e-s),
Emma Lunghi (Pages de Gauche),
Pierre Bayenet (solidarités)

Facebook.com/StopPillage
Youtube: solidarités

Abonnements		Contacts régionaux du mouvement	
Annuel	fr. 80	Genève	Fribourg/Fribourg
Étudiant-e-s, chômeur-euses, AVS/Al...	40	25, rue des Gares	Case postale 532
Soutien	150	Case postale 2089	1701 Fribourg
3 mois à l'essai	Gratuit	1211 Genève 2	E: fribourg@solidarites.ch
Pour payer:	CCP 17-216950-1	T: +41 22 740 07 40	E: info@solidarites.ch
IBAN CH28 0900 0000 1721 6950 1		E: w.solidarites.ch/jeune	
Demander d'abonnement et changements d'adresse:			
► obos@solidarites.ch			
		Neuchâtel	Vaud
		Case postale 3105	5 place Chauderon
		2001 Neuchâtel	1003 Lausanne
		T: +41 77 502 79 53	T: +41 79 302 38 34
		E: ne@solidarites.ch	E: vaud@solidarites.ch
		W: solidarites.ch/ne	W: solidarites.ch/vaud

ALORS ON DANSE? ALORS ON PAIE!

Le système de l'assurance maladie est une usine à gaz opaque et ubuesque. Alors que nous sommes en pleine crise sanitaire, les réserves des caisses restent intouchées, les primes ne baissent pas et la facture s'alourdit pour les bas revenus.

Les assureurs maladie sont trop bons pour les manant-e-s que nous sommes. Du haut de leurs privilèges, ils nous assurent (évidemment, c'est leur métier) : « Pour Santésuisse et ses membres, il était particulièrement important – lors du calcul des primes 2021 – que la population ne subisse pas de nouvelles charges financières en ces temps difficiles. Grâce au montant actuel réjouissant des réserves, les assureurs maladie ont pu calculer les primes 2021 « au plus juste » et ainsi

veiller à une augmentation modérée de seulement 0,5 %. » (communiqué de Santésuisse du 22 septembre) Attention, toutefois, ne dites pas merci tout de suite : avec les assureurs, il faut toujours se méfier, bien relire tout le texte et les clauses écrites en petit.

Tout augmente, ma pauvre dame!

Ces bienfaiteurs de la nation oublient en effet de nous dire que les montants faramineux des réserves

proviennent de nos primes, qui n'ont cessé de croître ces dernières années, le plus souvent bien plus rapidement que les coûts. Cerise sur le gâteau : même lorsque la croissance des coûts dépasse celle des primes, les réserves augmentent ! Ainsi, selon l'Union syndicale suisse (USS), en 2019 la prime moyenne a augmenté de 1 %, les coûts bruts de 4,9 %. Pourtant les réserves ont grossi de... 21 %. Cette histoire pourrait se répéter en 2020 : la prime moyenne a augmenté de 0,2 % et

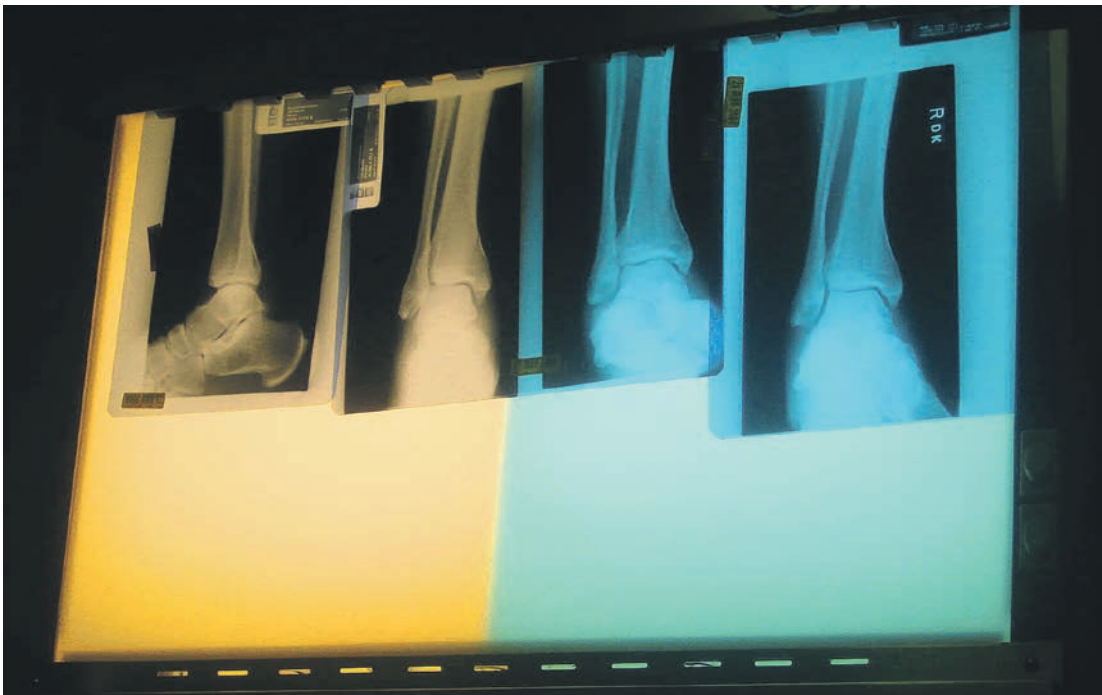
les coûts devraient, selon les dires des caisses, grimper de plusieurs points de pourcentage. Pourtant les réserves ne vont pas baisser pour autant, elles grossiront de nouveau, cette fois de 13 % !

Un tour de magie de Santé-suisse ? Plutôt la preuve évidente que les primes sont trop hautes. Grâce à qui ? Eh bien, entre autres au social-libéral Alain Berset et à son Office de la santé publique, qui sont d'une timidité de biche angoissée devant les assureurs et l'industrie pharmaceutique, quand ils ne les cautionnent pas tout simplement (voir encart).

Surtout, Berset, économiste fort peu critique, adhère complètement à la « doctrine » de la chasse aux coûts prônée par les assureurs. Ceux-ci, dans le communiqué déjà cité, à peine passé le moment d'autocongratulation concernant leur augmentation modérée de 0,5 % des primes, ajoutent : « Il faut maintenant baisser les coûts de la santé surfaits et éliminer les prestations inutiles. Ce n'est qu'ainsi que l'on parviendra à stabiliser les primes à l'avenir également. » Pour la stabilisation, on a vu ce qu'il en était cette décennie. Pour les coûts surfaits, c'est bien moins du prix des médicaments qu'il s'agit que des coûts du personnel de la santé et de la gestion managériale du secteur, comme si les hôpitaux étaient des laveries et les malades des draps à essorer. Pour les prestations inutiles, c'est par exemple la réduction de la durée d'hospitalisation avec le recours accru à l'ambulatoire et aux proches aidant-e-s, censé-e-s se substituer aux prestataires de service manquants.

Bref, augmentation des primes, baisse des prestations, personnel de la santé et familles sous pression : comme disait Stromae (*Alors on danse*) : « Quand tu crois enfin que tu t'en sors, quand y en a plus et ben y en a encore ! »

Daniel Süri



LE PRIX DE VITRINE OU LE BAL DES VAMPIRES

Il s'agit d'une pratique liant assureurs maladie et industrie pharmaceutique. On affiche un prix, officiel, d'un médicament, le prix de vitrine justement. Un prix élevé bien sûr. En sous-main, on rétrocède un rabais à l'assureur. Et qui donc se retrouve le bec dans l'eau ? Les autorités chargées

d'évaluer les « justes » prix des médicaments, qui baseront leur comparaison sur les prix pratiqués à l'étranger. Qui eux aussi sont des prix de vitrine !

L'Office fédéral de la santé publique connaît cette pratique, puisqu'il l'a lui-même adoubée en signant au moins six accords confidentiels avec les assureurs

et la pharma. Dans l'intérêt des patient-e-s, bien sûr. Il semblerait aujourd'hui que l'OFSP jette un œil critique sur cette pratique légitimant ces faussaires. Un œil critique qui nous fait une belle jambe, puisqu'il n'empêche nullement la pratique de se poursuivre. Ces accords touchaient des anticancéreux (à l'utilité plutôt modeste, selon l'OFSP), des préparations contre l'hémophilie ou encore le cholestérol.

La question de fond du prix des médicaments ne peut évidemment pas se faire à travers la couverture des magouilles entre assureurs et industriels du médicament. Mais bien à travers un contrôle public et social, ainsi qu'une transparence complète des mécanismes de formation des prix dans le secteur de la santé.

Sources : *Bon à savoir*, octobre 2020 et *Public Eye*, « Médicaments, des prix de malade », juin 2018

LE COVID-19 AGGRAVE LA PRÉCARITÉ

Une étude, mandatée par la Fondation Colis du Cœur, montre les conséquences du Covid-19 et du semi-confinement sur les populations victimes de la précarité. Entretien avec Jean-Michel Bonvin, professeur à la Faculté des sciences de la société de l'Uni de Genève, directeur de l'équipe de recherche.

Pour beaucoup de monde, les personnes en grande précarité sont une population mal connue. Qui sont les personnes ayant répondu à vos questions et quelles étaient leurs conditions de vie durant le semi-confinement ? La Fondation Colis du Cœur a mis à notre disposition sa base d'adresses, nous avons donc envoyé le lien vers le questionnaire online de notre recherche à toutes les personnes y figurant. Nous avons également distribué ce lien aux personnes faisant la queue lors des distributions alimentaires des Vernets. Au total, cela nous a permis d'obtenir 223 réponses. Les personnes sans ou en attente d'un permis de séjour représentent 45 % de notre échantillon, avec une surreprésentation des femmes (environ deux tiers) et une répartition assez équitable par niveau de formation (29 % tertiaire, 27 % secondaire et plus de 40 % pour les formations inférieures). Nous avons complété cette démarche par des entretiens auprès de 40 personnes. Tout cela nous a permis de mieux documenter les conditions de vie des personnes en situation de grande vulnérabilité durant la période du semi-confinement.

Notre étude a notamment révélé la grande précarité de leur relation à l'emploi (dans notre échantillon, le taux d'emploi est passé de 59 % avant le confinement à 35 % au moment de l'enquête, soit à la mi-mai), une situation financière très difficile avec des revenus en baisse pour plus de 80 % de notre échantillon (alors même qu'ils étaient déjà inférieurs à 2000 francs avant le confinement) et une épargne limitée qui se traduit par l'impossibilité de payer une facture de 1500 francs pour 95 % des personnes de notre échantillon, des loge-

ments très souvent suroccupés (à savoir deux personnes ou plus par pièce habitable pour près de 60 % des répondant-e-s) et une diminution importante de la satisfaction à l'égard de la vie. Notre étude a également montré une insécurité alimentaire répandue, avec une majorité de l'échantillon ayant dû réduire de manière significative la qualité et la quantité de son alimentation.

Si toutes les catégories de population ont été touchées par la situation de semi-confinement, les personnes sans permis de séjour et/ou sans contrat de travail ont été particulièrement affectées, notamment en termes de perte d'emploi et de revenu, ainsi que de conditions de logement.

Vous rapportez qu'une partie très importante des répondant-e-s ne fait pas appel à des aides publiques ou associatives.

Comment expliquez-vous ce phénomène de non-recours ? Notre étude a montré que près de 70 % des personnes de notre échantillon se retrouvent en situation de non-recours. Parmi celles-ci, 2,5 % seulement déclarent ne pas être en situation de besoin. Le non-recours ne découle donc pas d'une absence de besoin, mais d'autres facteurs. Les raisons les plus invoquées relèvent du manque d'information et de connaissance par rapport aux aides existantes : près de la moitié des personnes non recourantes mettent en avant ce motif, montrant ainsi l'importance d'une meilleure communication de l'information à cet égard, qui pourrait par exemple passer par une mobilisation des relais au sein des communautés de référence des populations concernées. Un autre motif souvent invoqué est la crainte de perdre son permis de séjour, qui dissuade souvent les

personnes en situation de grande précarité de demander des aides auxquelles elles ont pourtant droit.

Le rapport se termine par quelques recommandations. En plus d'un renforcement des mesures conjoncturelles, en quelque sorte un coup de pouce ponctuel, vous préconisez la mise en place de mesures structurelles, qu'entendez-vous par là ? Au-delà des effets de la crise du Covid-19, notre étude a montré l'existence de problèmes structurels qui ont certes été aggravés par cette crise, mais qui existaient déjà avant. Ces problèmes semblent être de deux ordres : l'absence de protection pour tous les publics « sans » (sans permis de séjour et sans contrat de travail par exemple) et l'insuffisance de certaines prestations ou aides, notamment celles qui relèvent de l'aide sociale (de nombreuses personnes de notre échantillon percevaient en effet une aide sociale, ce qui ne les a pas empêchées de se retrouver à faire la queue aux Vernets). Dans ce sens, une double réflexion doit être menée : comment protéger la dignité des « sans » et faire en sorte que l'exercice d'un emploi ouvre des droits à une existence et un travail décent aussi pour cette population ? Comment rendre plus adéquates les prestations existantes pour éviter que leurs bénéficiaires ne doivent recourir aux banques alimentaires ?

Propos recueillis par la rédaction
Rapport disponible en ligne sur unige.ch



Les Colis du Cœur, Carouge, 23 juin 2020

LE CONSEIL D'ÉTAT A LA TAXE FACILE

Le Conseil d'État a mis en consultation un avant-projet de loi sur la taxe des véhicules. Le groupe Ensemble à gauche & POP au Grand Conseil y a répondu le 28 septembre dernier.

L'évolution du parc de automobile en Suisse et dans le canton de Vaud, attestant de l'augmentation de gros véhicules polluants, est inquiétante. Les importateurs et vendeurs automobiles en sont responsables, en favorisant, par un marketing agressif, la vente des véhicules les plus rentables pour eux (SUV et 4x4). Rien n'est cependant prévu pour dissuader les entreprises de chercher le profit au travers de ces engins ultrapolluants.

Le malus (supplément à la taxe) que le Conseil d'État prévoit d'introduire pour les véhicules les plus polluants est fixé à partir d'un seuil trop élevé: 150 grammes de CO₂ par kilomètre. Celui-ci devrait être introduit dès 120 grammes, considérant les véhicules sur le marché.

Une taxe antisociale

Cette taxe porte en outre préjudice aux plus modestes et ne prend pas en compte la problématique sociale. En effet, il est plus facile pour une personne

aisée de changer de voiture afin d'éviter le malus, que pour une personne au faible revenu, qui pourra se retrouver taxée sans possibilité d'être exemptée ni de changer de véhicule.

En ne proposant pas de plan de développement des transports publics, cette taxe ne permettra en aucun cas de réduire significativement les émissions de CO₂ dans le domaine du transport individuel. L'extension et la gratuité des transports publics, au même titre que le soutien

à des circuits de production et d'échanges courts pour réduire les déplacements, sont pourtant des mesures indispensables à un changement réel et durable.

Enfin, la taxe néglige d'autres critères de production importants. Le choix du remplacement des voitures à moteur thermique par des voitures électriques est inefficace: une voiture électrique coûte deux fois plus cher en gaz à effet de serre qu'une voiture standard, sans mentionner les problèmes écologiques posés par la production de l'électricité et les matériaux polluants contenus dans les batteries de ces véhicules.

Cet avant-projet et sa taxe des véhicules polluants est d'une insuffisance évidente. De vrais efforts doivent être fournis par le Conseil d'État pour élaborer une proposition digne de la crise socio-écologique qui nous menace, face à laquelle des taxes ne suffiront pas.

Sandrine Gutierrez

Neuchâtel Élections communales

ÇA VOLE BAS!

Les débats autour de la campagne se focalisent sur les conflits d'intérêts individuels et masquent les débats politiques de fond.

À l'approche des élections, les questions de fond sont occultées par des «coups» politiques sans intérêt. Que nous importe de savoir ce qu'un candidat Vert à l'Exécutif chaud-fon-nier, ex-directeur de lycée, fera de sa rente de retraite, qu'il cumulera avec un salaire de conseiller communal s'il est élu?

Le scandale, ce sont les hauts revenus et les grandes fortunes, très insuffisamment taxés dans le canton. La notion de revenu superflu, évoquée elle aussi, concerne toute la société, pas uniquement les élu-e-s communales. Plutôt que de s'interroger sur l'usage de sa rente de retraite, nous préférierions que Patrick Herrmann s'engage résolument, avec nous, dans une campagne pour une justice fiscale qui fasse contribuer davantage les hauts revenus et les grandes for-

tunes pour financer une politique sociale cantonale et communale plus égalitaire.

«L'affaire Gaillard»

Une conseillère communale (du même parti) a été épinglée pour sa gestion du service immobilier en Ville de Neuchâtel. Ne ferait-on pas mieux de traiter de la politique du logement de cette ville? La gestion de l'immobilier est une importante question de compétence communale. Et nous n'en sommes pas satisfaits-e-s. La Ville n'investit pas suffisamment dans l'entretien des bâtiments, la construction et l'acquisition d'immeubles. Le soutien à la création de coopératives de logement permettrait de soustraire une partie du parc immobilier aux promoteurs et faire ainsi pression à la baisse sur les loyers. Nous voudrions une ville



La campagne de solidaritéS essaie de sortir le débat du niveau bassement politique.

beaucoup plus interventionniste, qui investit pour planifier la sortie du chauffage à l'énergie fossile de tous les bâtiments.

Notre campagne «Adieu vieux monde» essaie, à la mesure de nos moyens et dans les maigres

espaces qui nous sont accordés, de sortir le débat de ce niveau bassement politique. Les résultats tomberont au soir du 25 octobre. Nous comptons sur votre soutien!

Henri Vuillomenet



Manifestation du samedi 3 octobre 2020

Genève Migration

«LE CENTRE DE RENVOI, ON N'EN VEUT PAS!»

C'est une foule bigarrée mais déterminée qui a pris d'assaut les rues de Genève pour protester contre la construction d'un centre de renvoi au Grand-Saconnex.

Une semaine après une première action symbolique avec la plantation d'un tilleul sur le site du futur centre, cette mobilisation a permis de réaffirmer l'opposition ferme d'une large coalition à ce centre

inhumain et la volonté commune que la Suisse accueille dignement et respectueusement les personnes issues de l'asile.

Après différentes prises de parole, notamment des témoignages de personnes vivant dans

ces centres, la foule a entamé sa pérégrination. Et c'est plus de 1000 personnes qui ont fait résonner leurs voix pour que ce centre de renvoi ne voie jamais le jour, ni à Genève, ni ailleurs!

Donna Golaz

Genève Votations

ZÉRO PERTES!

Par le succès de l'initiative Zéro pertes, 50,03 % des citoyen-ne-s ont montré leur volonté d'assurer à l'État des recettes propres à garantir la couverture des besoins de la population. C'est un juste retour des choses après le refus de la RIE 3 et l'acceptation de la RFFA. Ce vote indique qu'une grande partie de celles et ceux qui avaient accepté la

RFFA ont appuyé aujourd'hui cette initiative qui combat les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et revendique la neutralité des coûts de la réforme.

À l'heure où le Conseil d'État et la droite du Parlement se préparent à faire payer la grave crise que nous affrontons à la population, et au personnel de la fonction publique, le résultat de cette

votation envoie un signal fort au Conseil d'État. Il le rappelle à ses devoirs. Il exprime la volonté d'une fiscalité plus juste, plus redistributive.

Ce vote exprime surtout l'exaspération croissante de la population à l'égard des privilèges fiscaux et des politiques d'austérité qui en découlent. Il invite à une forte mobilisation contre le budget 2021, émanation directe de ces politiques injustes, qui vont à l'encontre des intérêts de la population.

JH

Votations

LE SALAIRE MINIMUM EST ENFIN DEVENU UNE RÉALITÉ À GENÈVE

Le 27 septembre, plus de 58 % des citoyen-ne-s du canton ont dit oui à l'instauration d'un salaire minimum légal de 23 francs de l'heure à Genève.

Pour les salarié-e-s et les syndicats, c'est une victoire historique, dont profiteront directement 30 000 salarié-e-s, dont deux tiers de femmes, dans des métiers mal rémunérés dont l'apport essentiel au fonctionnement de la société a été rappelé par la crise du Covid.

Ce succès couronne un combat mené de longue date par solidaritéS, qui avait lancé en 2008, contre vents et marées, la première initiative cantonale pour le droit à un salaire minimum légal.

Avec ce plébiscite, les votant-e-s ont démontré qu'il fallait aller au-delà des applaudissements et garantir un salaire décent pour tous et toutes! Par ce vote, qui fera date dans l'histoire des droits des travailleurs-euses, les citoyen-ne-s ont affirmé le droit à pouvoir vivre dignement du revenu de son travail. Ils-elles ont ainsi montré qu'ils-elles n'étaient plus dupes des jérémiades des milieux patronaux et ont réfuté la distorsion qui amène l'État à subventionner indirectement les employeurs en assurant des aides sociales pour compléter les salaires insuffisants.

JH

UNE MOBILISATION FÉMINISTE EXEMPLAIRE!

Des collégiennes, avec le soutien de collectifs féministes, se mobilisent contre des punitions sexistes mises en place par la direction de leur école pour le port de tenues jugées provocantes.

Tout a commencé dans le cycle d'orientation de Pinchat, où la direction a sanctionné par le port stigmatisant d'un très grand « T-shirt de la honte », dix filles et deux garçons parce que leurs vêtements étaient jugés indécentes et « pas corrects ». À leur arrivée à l'école, les élèves ont dû défilé devant une haie de juges formée par la direction qui divisait les élèves en deux catégories : tenues jugées « correctes » et « incorrectes ». Depuis de nombreuses années, cette pratique a lieu sous différentes formes dans les cycles du canton.

Les réseaux sociaux se sont agités, des mères d'élèves ont écrit leur indignation et le collectif pour la grève féministe a été interpellé par des élèves, des anciennes élèves et une mère qui sont venues partager leur colère et appeler au soutien. #BalanceTonÉcole a recueilli sur Instagram une multitude de témoignages dévoilant des expériences douloureuses de sexisme vécu dans les écoles.

Vives réactions et forte médiatisation

Le collectif a immédiatement réagi et réuni plusieurs groupes féministes de collégiennes, d'étudiantes (dont les Meufx) et de personnes en formation. Après une petite réunion, il a été décidé d'aller faire une haie d'honneur, de solidarité et de colère au cycle concerné le matin à l'arrivée des élèves. Toute la presse genevoise était là.

Très vite, les filles victimes des sanctions et toutes leurs amies sont venues témoigner et ont rejoint les rangs de ce rassemblement qui devenait de plus en large et plus combatif.

Après une très bonne couverture médiatique, tout Genève parlait de ces T-shirts humiliants et sexistes. L'indignation se répan-

dait largement dans les milieux féministes et progressistes.

La motion déposée par Françoise Nyffeler (EàG), signée par une députée Verte et une PDC, demandant l'arrêt immédiat de toute sanction concernant les vêtements dans les écoles genevoises et proposant l'ouverture d'une discussion sur l'apparence dans un cadre respectueux et égalitaire, a été soutenue par les député-e-s EàG, Vert-e-s et PS. Le camp de droite l'a rejetée après des interventions sexistes et conservatrices d'un autre âge, appelant même à l'ordre et à l'uniforme dans les écoles.

Comme la droite, M^{me} Emery-Torracinta (PS), conseillère d'État, cheffe du Département de l'instruction publique (DIP), a refusé la motion en expliquant que les filles de cet âge avaient besoin d'un cadre, qu'elles aimaient provoquer. En ce qui concerne les garçons, elle nous informait que le port du training était une déclaration d'apparte-

nance à une bande! Elle n'a pas compris que le 14 juin 2019 avait changé la donne (même dans ses propres rangs) : les femmes et les filles se sentent légitimes dans leurs revendications pour l'égalité et contre toutes les formes de sexisme, d'homophobie et de racisme dans les écoles. Elles savent qu'elles ne sont plus seules, un mouvement collectif féministe large existe sur lequel elles peuvent compter pour les défendre et visibiliser leurs colères.

Lundi 5 octobre, la mobilisation commence à porter ses fruits : le canton de Vaud décrète l'interdiction des « T-shirts de la honte » dans ses écoles et, finalement, le DIP genevois annonce la suspension de cette punition infamante et l'ouverture d'une réflexion... Mieux vaut tard que jamais! C'est une première victoire remportée par les féministes et leurs alliés et un premier recul de M^{me} Emery-Torracinta, une brèche dans sa rigidité rétrograde.

Une victoire d'étape

Là ne s'arrête pas la bataille. Un projet de loi est en préparation. Il vise l'abrogation de l'alinéa 5 de l'Art. 115 de la LIP (Loi sur l'Instruction publique) disant que les élèves doivent « porter des tenues correctes et adaptées ». De plus, un avocat mandaté par un collectif d'élèves, de parents et de citoyen-ne-s relève le caractère anticonstitutionnel des mesures stigmatisantes concernant les vêtements dans les écoles. M^{me} Emery-Torracinta devra y répondre.

La lutte continue pour le retrait de toutes les sanctions concernant les tenues des élèves. Une réflexion générale, intégrant les points de vue féministes, est nécessaire afin de développer l'égalité de genre dans les milieux scolaires, y combattre le sexisme, l'homophobie ainsi que la transphobie. Les élèves ont besoin d'outils, de moyens et d'espaces pour dénoncer les mots, comportements et gestes sexistes, hypersexualisants et humiliants de la part d'enseignants ou de camarades. Les témoignages des élèves victimes doivent être entendus, écoutés, pris en considération et respectés. Il faut que des mesures concrètes et immédiates soient mises en place pour faire cesser les actes et les propos discriminants et intolérables.

#OnLâcheRien, la lutte contre le sexisme dans les écoles continue!

Françoise Nyffeler

Eric Roset



Rassemblement devant le collège Pinchat, Genève, 30 septembre 2020

« DIRE QUE TOUT DOIT CHANGER, TOUT EN FAISANT EN SORTE QUE TOUT RESTE COMME AVANT »

L'Italie a été un des pays touchés les plus durement par la première vague du virus. Quelles conséquences sur les consciences et les mobilisations au sein de la société italienne ?
Entretien avec Franco Turigliatto, membre de Sinistra Anticapitalista.

Qu'a révélé la crise sanitaire en Italie ? Nous avons assisté à l'effondrement du système national de santé, le résultat des politiques libérales (37 milliards d'euros de moins en 10 ans) et de la privatisation de grands secteurs de la santé, en particulier en Lombardie, où l'épidémie a été la plus violente. La pandémie a été abordée sans les outils nécessaires pour résister à son impact : les installations hospitalières (dont beaucoup avaient été abandonnées ces dernières années), le personnel médical et infirmier, les équipements nécessaires, même les plus basiques, tels que les blouses et les masques pour les travailleurs-euses de la santé, etc.

Le gouvernement national a pris une série de mesures tardives et/ou partielles (le confinement n'a jamais été vraiment total), cédant à plusieurs reprises au chantage des forces capitalistes qui voulaient maintenir les activités productives. Le rôle joué par les gouvernements régionaux, qui se sont montrés complètement pris au dépourvu et dépendants des intérêts privés, a été particulièrement néfaste. La Confindustria [association patronale] a été

gravement coupable, empêchant la fermeture à temps d'un certain nombre de zones, d'où le virus s'était propagé, afin de maintenir les usines ouvertes et garantir les profits. Les effets ont été dévastateurs. Les patrons et leurs sous-fifres politiques ont des milliers de victimes sur la conscience.

Le gouvernement s'est attaqué à cette situation en distribuant quelques dizaines de milliards aux classes populaires et ouvrières pour éviter l'effondrement des revenus et d'éventuels soulèvements populaires, tout en accordant des ressources non remboursables beaucoup plus importantes aux petites et moyennes entreprises, mais surtout en finançant les grandes entreprises. Toutes ces liquidités apparaîtront bientôt comme une dette publique et nous savons déjà à qui ils voudront la faire payer. Le projet de la bourgeoisie, des médias, du gouvernement et des partis d'opposition peut se résumer ainsi : dire que tout doit changer, alors que nous nous efforçons de faire en sorte que tout reste comme avant, voire pire qu'avant, dans le cadre du capitalisme néolibéral.

Il y a différentes hypothèses en cours de discussion au niveau mondial concernant la prise de conscience politico-sociale après la crise par de larges couches de la population. Vois-tu une possibilité d'organiser ces larges secteurs en Italie aujourd'hui ?

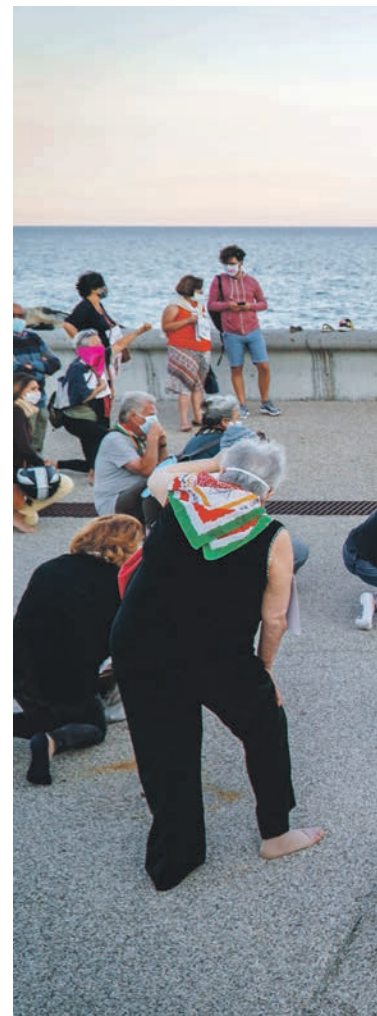
La crise sanitaire a mis en évidence toutes les contradictions et les désastres de ce système économique, de la propriété privée, des réductions des dépenses sociales publiques dans des secteurs fondamentaux de la société. Soudain, l'État est redevenu bon et tout le monde a demandé son intervention pour éviter la catastrophe économique et sanitaire totale. De nombreux sujets et personnes ont dû dire (au moins pendant un court moment) que les choses devaient changer. De larges secteurs populaires ont repris les propositions alternatives aux propositions libérales dominantes, sur la défense des biens publics et l'intervention de l'État, etc. Ce processus alternatif à la logique libérale n'est cependant là qu'en puissance. La contre-offensive bourgeoise a déjà commencé à tuer dans l'œuf ces dynamiques et

à réaffirmer les valeurs sacrées du capital et du profit.

Les dirigeant-e-s syndicaux-ales demandent un pacte social aux entreprises, alors que les patrons ont fait savoir qu'ils veulent tout ; la droite et l'extrême droite descendent déjà dans la rue pour polariser le mécontentement social. Les secteurs populaires déjà pauvres et encore plus appauvris sont affaiblis et demandent des revenus et du travail. Il serait décisif que la classe ouvrière puisse se mobiliser en exprimant un programme de défense des salaires, de l'emploi, de la répartition de l'emploi pour garantir un travail et un revenu pour tou-te-s, d'interventions publiques fortes pour relancer la santé et le bien-être.

Il y a certes un potentiel positif déjà exprimé dans les grèves pour forcer la fermeture d'entreprises pour des raisons de sécurité ; il y a aussi des mobilisations antiracistes, et la relance de certaines mobilisations environnementales.

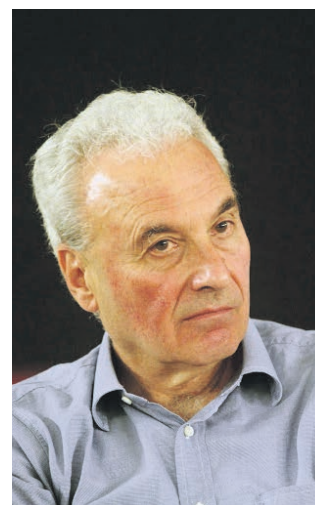
Dans les semaines qui ont suivi la fin du confinement, une série de mobilisations se sont développées sur les questions les plus diverses



Manifestation « 20 chaussures c



« Contre le racisme », organisée par le mouvement des Sardines, Sanremo, 20 juin 2020



Franco Turigliatto est militant de longue date de la gauche radicale, ancien sénateur de Rifondazione Comunista exclu en 2007 de ce parti pour avoir voté au Sénat contre l'intervention militaire italienne en Afghanistan. Il a vécu de près, durant un demi-siècle, les luttes, les victoires et les défaites du mouvement ouvrier. Il est aujourd'hui membre de Sinistra Anticapitalista.

dans le pays, dans le cadre des mesures de sécurité nécessaires : certaines concernaient le domaine scolaire ; d'autres dénonçaient une série d'institutions et d'associations patronales, pointées du doigt pour la propagation de la pandémie. D'autres encore visaient le racisme, dans la foulée du mouvement étatsunien *Black Lives Matter*, mais aussi la régularisation des migrant-e-s. Certaines exprimaient une solidarité envers la Palestine ou le Kurdistan, d'autres, de nature plus syndicale, concernaient des usines en crise et la défense du lieu de travail, la défense des salaires et le paiement du chômage technique, sans oublier les nombreux petits conflits syndicaux locaux et les mobilisations portées par l'antifascisme.

Quelles sont les tâches de l'anticapitalisme selon toi aujourd'hui ? Vois-tu une possibilité dans la crise à venir de construire un anticapitalisme plus large et plus implanté dans les classes travailleuses ? Les forces de la gauche anticapitaliste devraient jouer un rôle cen-

tral, à condition d'agir de manière convergente et efficace pour être crédibles auprès des classes ouvrières et populaires. L'avenir dépend de cette capacité : rendre crédible l'existence d'une proposition politique alternative, opposée à toutes les orientations qui, d'une manière ou d'une autre, défendent les intérêts de la classe dirigeante.

Les forces du syndicalisme de classe sont très divisées et dispersées. La gauche alternative existe et compte toujours un nombre important de militant-e-s, bien que moins nombreux-euses que par le passé. Elle est également présente dans de multiples secteurs sociaux. Mais après la crise du Parti Rifondazione Comunista, elle est plombée par une insignifiance politique grave et persistante. Cela tient non seulement à son extériorité vis-à-vis des institutions et à l'occultation par les médias de ses activités et de ses propositions, mais aussi à la division et à la compétitivité de ses sigles et aux erreurs commises à certains moments cruciaux de la lutte des classes.

La construction d'une unité d'action, de moments communs de cam-

pagne politique, la recherche constante de convergences possibles sont des outils indispensables pour tenter de sortir de cette insignifiance et devenir protagoniste, même minoritaire, de la confrontation politique et sociale. Au cours des derniers mois, diverses initiatives ont été et sont en cours dans ce sens. Les organisations de la gauche radicale lancent la campagne unifiée « Reconquérir le droit à la santé » pour la défense et la relance de la santé publique.

L'hypothèse possible et la plus efficace devrait être celle d'un forum politique et social (comparable à ce qui s'est passé au début du siècle avec les forums sociaux altermondialistes) des organisations de classe de gauche, ouverts aux travailleurs-euses, aux étudiant-e-s et aux élèves, un mouvement pluriel dans lequel nous pourrions avancer ensemble sur des points communs et poursuivre la discussion sur nos désaccords, sans forcer le pas et en garantissant une égale dignité aux différentes options politiques qui composent aujourd'hui l'image fragmentée de la gauche. La capacité de ces forces

à favoriser le développement de mouvements de lutte plus larges et à établir des liens avec de nouveaux secteurs sociaux et avec les jeunes qui descendent dans la rue pour la première fois sera décisive.

Dans ce vaste espace, des convergences seraient possibles sur certains thèmes favorisant la construction d'initiatives communes avec des secteurs différents, aptes à développer des alliances stables qui pourraient conduire à la formation d'organisations politiques avec une plus grande masse critique, capable d'intervenir plus efficacement dans le cadre politique et social, en construisant une alternative aux forces de la droite, mais aussi au PD [Parti Démocrate, formation gouvernementale de centre-gauche] et au M5S [Mouvement 5 étoiles], les différentes variantes politiques de la bourgeoisie italienne. Une course contre la montre a commencé pour éviter que le mécontentement social ne soit polarisé par les forces de la droite la plus réactionnaire.

Propos recueillis par **Stéphanie Prezioso**
Extraits choisis par Hans-Peter Renk
L'intégralité de cet entretien est disponible sur contretemps.eu

QUE DIT ROSSANDA?

Décédée le 20 septembre 2020, Rossana Rossanda a joué un rôle important dans la gauche communiste italienne, d'abord au sein du Parti communiste – dont elle fut exclue en 1969 – puis comme directrice du journal *Il Manifesto* jusqu'en 2012. Ci-dessous, des extraits d'une nécrologie rédigée par Salvatore Cannavò.



Hommage à Rossana Rossanda, place Santi Apostoli, Rome, 24 septembre 2020

Rossana Rossanda, témoin curieux et jamais résigné du 20^e siècle – dont les chroniques, éclairées dans le grand marasme de l'histoire communiste, étaient pensées pour faire l'histoire – s'en est allée.

Durant longtemps, à *Il Manifesto*, journal communiste historique, on entendait la rengaine suivante : « *Valentino est-il là ? Luigi écrit-il ? Que dit Rossana ?* » [Valentino Parlato, Luigi Pintor et Rossana Rossanda]. La dernière des trois nous a quitté hier à 96 ans, après une longue vie dans le camp de la gauche et des idéaux communistes pour lesquels elle a combattu.

Pour de nombreuses générations, Rossana Rossanda a été une bonne enseignante, quelqu'un de

qui on apprenait toujours, même quand on n'était pas d'accord avec elle. Il est évident qu'elle a toujours défendu ses idées de manière sérieuse, avec de la retenue, de l'intelligence et un regard large.

La *ragazza del secolo scorso* – titre de ses mémoires parues en 2005 [aux éditions Einaudi] et s'arrêtant en 1969, année de la naissance de *Il Manifesto*, son legs le plus précieux, et de son expulsion du Parti communiste italien (PCI) – fut longtemps attendu, mais identifié à sa défaite personnelle. Et la vie de Rossana Rossanda s'inscrit pleinement dans l'histoire de ce siècle qu'elle a vécu depuis 1924, l'année de sa naissance à Pola (Croatie, auparavant en Yougoslavie, ultérieurement en Italie).

On comprend mieux la vie au sein d'*Il Manifesto* en regardant cette vie précédente. « *Que dit Rossanda ?* », cette question renvoie à la valeur intellectuelle de la femme, à la clarté des références, au respect d'une idéologie qui réside précisément dans « l'histoire-maîtresse », mais qui la corrige, la retouche et demande une issue différente, capable de se rénover et de retrouver des couleurs.

L'histoire de *Il Manifesto* dirigé par Rossana et celle des membres de sa génération est, en effet, cette histoire. Ce sera la tentative du parti politique *Il Manifesto*, comme l'un des divers groupes de la nouvelle gauche. Ce sera postérieurement l'alliance avec le PDUP [Partito de Unità Proletaria per il

Comunismo], dont le dirigeant sera Luigi Magri. Mais tout cela se produit avec le regard toujours tourné vers la maison commune, vers l'histoire de ce qui fut, attentif à tout mouvement qui pourrait signaler un changement de trajectoire, une rectification.

Depuis 1971, date de la naissance du journal *Il Manifesto*, jusqu'à la rupture avec ce périodique – jamais réellement explicitée ou racontée d'une manière compréhensible – Rossanda a cherché à récupérer de la défaite, à aligner un parcours culturel et humain qui s'était consumé. *Il Manifesto* fut un compagnon décisif pour la politisation et la participation politique de générations entières, y compris dans les erreurs et les incompréhensions. De ce périodique, par-delà le maintien d'un point de vue rigoureux sur des questions se rapportant à la classe ouvrière, au rôle de la gauche, aux avatars du communisme et du socialisme ou au débat international – l'édition spéciale de *Il Manifesto* publiée après le coup d'État polonais contre Solidarnosc fut mémorable – Rossanda a toujours maintenu aussi une vision consistante des garanties constitutionnelles, s'engageant en première ligne contre le montage du procès du 7 avril, en défendant Toni Negri et en restant désillusionnée devant sa fuite (comme le rappelle Toni Negri dans son autobiographie).

Il est impossible de reconstituer la quantité des interventions et des prises de position de Rossana Rossanda. Il reste le souvenir d'un morceau du 20^e siècle qu'elle nous laisse après avoir vécu le choix d'un camp exclusif et décisif. « *Un choix de raison. Il se peut que le fait d'avoir souffert dans ma propre enfance d'avoir été arrachée à mes parents à cause du tremblement de terre de 1929 ait déterminé une intolérance à mener une vie dirigée par d'autres, une intolérance qui ne m'a pas abandonnée. Ce n'est pas une théorie, c'est une partie de moi-même. Comment supporter que la majorité de ceux qui naissent n'aient même pas la possibilité de penser qui ils sont, ce qu'ils feront avec eux-mêmes, l'aventure humaine brûlante abandonnée.* »

Rossana Rossanda va tellement nous manquer.

Salvatore Cannavò, sous-directeur de *Il Fatto quotidiano* et directeur des Edizioni Alegre. Auteur de *Mutualismo, ritorno al futuro per la sinistra* (Alegre) et *Da Rousseau alla piattaforma Rousseau* (PaperFirst). Extraits choisis par Hans-Peter Renk. Version longue sur solidarites.ch.

MOBILISATION RADICALE SOUS LES FENÊTRES DU PARLEMENT

Du 20 au 25 septembre a eu lieu la semaine d'actions « Debout pour le Changement », centrée sur la justice climatique, à l'appel de la Grève du Climat, d'Extinction Rebellion, du Collective Climate Justice et de Breakfree, avec le soutien de Greenpeace. Bilan.

Les militant·e·s, très bien organisé·e·s, ont occupé la place Fédérale durant plus de 48 heures, avant leur expulsion par la police. En quelques minutes, des *Fingers*, inspirés du mode de fonctionnement d'Ende Gelände, se sont déployés sur la place, ont construit des structures en bois, bloqué les accès, poussant la police à ne pas intervenir. Les heures suivantes, les activistes réunis en groupes d'affinités ont choisi des délégué·e·s qui ont pris les décisions collectivement.

Ce fonctionnement a permis de trouver des solutions quant au marché se tenant sur la place, mais aussi concernant les relations avec la police. Les militant·e·s ont diffusé un cahier de revendications unitaire traitant de démocratie, de finance ou encore d'agriculture bien plus efficaces et justes que la loi sur le CO₂ en discussion aux Chambres au même moment. Une manifestation, non autorisée mais tolérée, a réuni près de 3000 personnes le vendredi pour clore la semaine.

Tensions sous la coupole

Ces actions, illégales et assumées, ont fait les gros titres, permettant de diffuser les revendications écologistes et sociales des militant·e·s. Elles ont aussi généré beaucoup de tensions à l'Assemblée fédérale, la droite et l'extrême droite s'offusquant, alors qu'une bonne partie des élu·e·s de gauche a soutenu l'action de désobéissance civile ou, du moins, a refusé de la condamner.

On peut s'interroger sur le dénouement de l'occupation : n'aurait-il par exemple pas mieux valu quitter le camp en force dès que la police a débarqué mercredi matin, pour éviter les arresta-

tions et les amendes, plutôt que de se faire cueillir gentiment par la police ? Bien qu'admirable, ce genre d'actions ne peut en effet pas être réitéré trop souvent, les capacités financières des activistes n'étant pas illimitées. Se pose aussi la question de l'efficacité et de la narration souhaitée : mieux vaut-il se soumettre à la répression pour montrer sa détermination, ou échapper aux forces de l'État pour montrer son refus de l'ordre établi ?

Répression policière à géométrie variable

Reste que cette semaine a été un franc succès, et un moment d'expérimentation et d'appren-

tissage extrêmement important. Surtout, l'idée selon laquelle seule la légalité est légitime a été battue en brèche. Un point noir subsiste : le mardi, une manifestation de sans-papiers qui tentait de rejoindre le camp climat a été attaquée par la police, aux ordres d'un Exécutif rose-vert, qui a usé de balles de caoutchouc et de canons à eau, a frappé des gens pacifiques et a fait étalage de son racisme : les jeunes blanc·he·s parti·e·s de la place Fédérale pour soutenir la manifestation n'ont pas été violenté·e·s, contrairement aux « sans-papiers », pauvres et non-blanc·he·s.

Robin Augsburg



Grève du climat, Berne, vendredi 25 septembre

HOLCIM LAVE PLUS VERT QUE VERT

Holcim est n° 1 mondial d'une industrie responsable de 8 % des émissions globales de CO₂, détruit des communautés à travers le monde et est néanmoins un ami de la nature certifié en Suisse.

La biodiversité et la vie en Suisse, la mort ailleurs

« À la gravière Holcim d'Aigle [Étang des Isles], la protection de la biodiversité constitue un véritable cheval de bataille » lit-on sur le site du producteur de ciment. La multinationale participe à la renaturation d'une gravière. C'est une belle histoire : un ancien site industriel, le retour de la biodiversité, et une firme bienfaitrice aidant des réfugié·e·s à travailler en Suisse (« Nous accompagnons des réfugiés [...] dans leur intégration sociale et professionnelle »).

Dans d'autres pays, l'activité de l'entreprise met en danger populations indigènes et biodiversité. Par exemple, durant les années 2000, la firme a contribué à la destruction de la biodiversité par l'exploitation rapace des ressources naturelles de la commune de San Juan Sacatepéquez au Guatemala, générant de graves tensions au sein de la communauté indigène, qui ont mené à la mort de nombreuses personnes. De tels exemples sont légion ailleurs en Amérique latine.

Les autorités et les associations complices de greenwashing

Grâce au soutien notamment de Pro Natura, Holcim se présente en champion de la biodiversité. Il est déplorable que des associations de protection de l'environnement aident la firme championne des exactions à se refaire une réputation environnementale localement alors qu'elle ne sème que mort et destruction ailleurs.

Ce localisme de la pensée est mortifère. La complicité systémique entre acteurs privés, publics et associatifs nous montre que seuls un démantèlement total des structures destructives des multinationales et une gestion démocratique de leurs activités socialement utiles permettront d'arriver à terme à une justice globale.

Pascal Vosicki

L'AZERBAÏDJAN EMBRASE LE CAUCASE

Dans la guerre actuelle opposant l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ce dernier veut conquérir le territoire qu'il a perdu en 1994. Comment ce conflit a-t-il commencé ?

Le Karabakh, région montagneuse du Caucase, est disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Les autorités soviétiques lui ont donné le statut de « région autonome » mais l'ont placé au sein de l'Azerbaïdjan soviétique. Pendant la période des réformes de Gorbatchev, en février 1988, le Soviet local (parlement) du Karabakh, avec sa majorité arménienne, a voté pour être détaché de l'Azerbaïdjan et uni à l'Arménie soviétique voisine. Une semaine après ce vote, un pogrom anti-arménien a éclaté à Soumgaït, au nord de Bakou. La série de pogroms anti-arméniens s'est poursuivie, à Ganja (1989) et à Bakou (1990). Au moment de l'effondrement de l'URSS en 1991, les deux États nouvellement indépendants étaient déjà en guerre.

Une trêve fragile

La guerre a duré trois ans. Au moment de la signature du cessez-le-feu, en mai 1994, les forces arméniennes contrôlaient la majeure partie du Karabakh et des districts azerbaïdjanais alentour. Pendant 20 ans, ce cessez-le-feu a été maintenu sans la présence des forces de maintien de la paix, tandis qu'une activité diplomatique intensive était déployée pour trouver une solution politique au conflit.

En 2001, le président étasunien George W. Bush a invité ses homologues azéri Heydar Aliyev et arménien Robert Kocharyan à négocier. Les parties étaient proches d'un compromis : l'Arménie renonçait aux provinces azerbaïdjanaises et l'Azerbaïdjan reconnaissait l'autodétermination du Karabakh. Mais Aliyev, malade et affaibli, n'a pas réussi à convaincre son élite politique d'accepter ce statu quo.

Deux ans plus tard, il mourut, passant le pouvoir à son fils Ilham et établissant la première (et seule) dynastie dans une ancienne république soviétique.

Le poids des pétrodollars

Avec l'arrivée au pouvoir d'Ilham Aliyev, l'Azerbaïdjan a commencé à exporter massivement du pétrole. D'énormes sommes de pétrodollars ont permis d'acheter la loyauté du peuple, mais aussi d'investir dans l'armement. Le budget militaire a explosé, passant de 300 millions de dollars en 2003, à 1 milliard en 2007 et 3 milliards en 2011 plus que le total du budget de l'État arménien. En 2019, l'Azerbaïdjan a pioché 2,2 milliards de dollars pour son armée, contre 630 millions pour le budget de défense arménien.

Les exportations de pétrole ont également octroyé à l'Azerbaïdjan une importance nouvelle sur

la scène internationale : les chefs d'État ont désormais demandé à Ilham Aliyev de faire pression pour les intérêts de leurs sociétés d'hydrocarbures.

Le pétrole et les nouvelles armes ont incité un Ilham Aliyev enhardi à prendre des positions maximalistes au lieu de chercher un compromis. Maintenant, l'Azerbaïdjan réclame à la fois les territoires perdus pendant la guerre, ainsi que le Karabakh, sans rien proposer en retour. Ces positions agressives ont rendu la partie arménienne réticente à tout compromis. Résultat : depuis 2003, le processus diplomatique est paralysé.

Une guerre pour oublier la crise politique azerbaïdjanaise

L'Azerbaïdjan était autrefois un grand pays producteur de pétrole : en 1900, Bakou produisait la moitié

du pétrole mondial. Mais la nouvelle ère du pétrole azerbaïdjanais n'a pas duré longtemps, car les réserves étaient épuisées ; au cours des cinq dernières années, la production de pétrole a commencé à décliner. L'effondrement du prix du baril a aggravé les problèmes budgétaires. La crise interne s'est accompagnée de tensions croissantes ; en avril 2016, l'Azerbaïdjan a lancé une attaque surprise au Karabakh, et la guerre de quatre jours a fait plus de 200 morts des deux côtés.

L'attaque lancée par l'Azerbaïdjan le 27 septembre est massive et menace de déstabiliser la région. Les dirigeants azerbaïdjanais ont non seulement choisi d'attaquer tout le long du front du Karabakh, mais aussi à l'intérieur de l'Arménie, ce qui pose le risque d'une guerre totale entre les deux États. L'Azerbaïdjan a également accueilli l'aviation turque et des drones d'attaque, et posséderait des avions de combat F-16. L'intervention de la Turquie dans le Caucase du Sud risque de déclencher une réaction de la Russie mais aussi de l'Iran, mécontent de voir les militaires turcs approcher de ses frontières. Sans compter les mercenaires syriens envoyés par Ankara pour participer aux opérations militaires.

Pour le moment, rien n'indique que la violence puisse cesser. L'Azerbaïdjan déclare que son objectif est de reconquérir le Karabakh par la force. Faute de pression internationale sur l'Azerbaïdjan ou la Turquie, la guerre pourrait continuer à tuer des milliers de jeunes soldats ainsi que des civils.

Vicken Cheterian



Rassemblement contre l'escalade militaire de l'Azerbaïdjan et de la Turquie, Berne, 30 septembre 2020



L'avocate Ebru Timtik est morte le 27 août 2020.

International **Turquie**

LA RÉPRESSION SE POURSUIT CONTRE LE HDP

Une nouvelle campagne de répression s'abat sur le HDP (Parti démocratique des peuples) et contre les forces démocratiques et progressistes en Turquie. Stéphanie Prezioso lance un appel de solidarité.

Le vendredi 25 septembre, une nouvelle vague d'arrestations a frappé le HDP (Parti démocratique des peuples). Dans sept provinces de Turquie, 82 personnes ont été arrêtées, parmi lesquelles des maires, des ancien-ne-s député-e-s et des militant-e-s. Ceci sous le prétexte qu'ils-elles avaient participé à une manifestation de soutien à la ville de Kobané, au Kurdistan syrien, en 2014. Pour rappel, la cité était alors assiégée par les djihadistes de l'État Islamique. De plus, ils-elles sont accusé-e-s de « tentative de coup d'État moyen-nant les réseaux sociaux ».

Certain-e-s avaient déjà été arrêté-e-s, jugé-e-s et acquitté-e-s pour les mêmes faits. Les demandes d'enquête parlementaire pour établir la vérité sur les manifestations qui avaient fait 43 morts, principalement des membres du HDP, ont toutes été rejetées par le gouvernement autoritaire de l'AKP (parti d'Erdogan) et de son allié d'extrême droite fascisant du MHP. Depuis 2014, la répression contre le HDP est continue. Les dirigeant-e-s du parti sont emprisonné-e-s. Les maires et co-maires du Sud-est de la Turquie destitué-e-s et remplacé-e-s par des administrateurs de l'AKP au mépris du choix démocratique des populations locales.

C'est sans oublier la mort de l'avocate Ebru Timtik à la fin août

2020 après 238 jours d'une grève de la faim motivée par le seul souhait d'obtenir un procès équitable. Elle avait été condamnée à la prison, en 2019, pour appartenance à une « organisation terroriste ».

Toutes ces violations des droits humains en Turquie s'inscrivent dans une longue série d'offensives répressives contre le HDP et le mouvement national kurde, mais aussi contre l'ensemble des institutions et acteurs-trices qui luttent contre l'autoritarisme du gouvernement d'Erdogan.

Il faut absolument affirmer notre solidarité internationaliste avec les membres du HDP arrêté-e-s, et tou-te-s les démocrates et progressistes emprisonné-e-s en Turquie à cause de leurs opinions et activités politiques.

Dans ce cadre, notre camarade et conseillère nationale Stéphanie Prezioso a lancé un « Appel pour la remise en liberté des plus de 80 responsables du HDP incarcérés arbitrairement » signé par de nombreux-euses conseiller-ères nationaux-ales et élu-e-s locaux-ales dans lequel ils et elles condamnent « fermement ces arrestations et demandent la libération immédiate des personnes concernées ».

Soutien au HDP! Libération de tou-te-s les prisonniers-ères politiques!

Joseph Daher

Monde du travail **National** **Pétition**

LES MILIEUX DE LA RECHERCHE SOUFFRENT

Un comité de chercheur-euses travaillant dans différentes universités en Suisse lancent une pétition pour mettre fin à la précarité dans les hautes écoles suisses et les instituts de recherche.

En Suisse, la large majorité des chercheur-euse-s des hautes écoles sont soumis-es à un processus de précarisation croissant: accumulation de contrats à durée déterminée (CDD), autoritarisme de la hiérarchie, politique de mise en concurrence. Le renoncement à une vie familiale, la pauvreté, le stress, l'anxiété, le burnout, la vulnérabilité face au harcèlement moral et sexuel ainsi que la baisse de la qualité de la recherche scientifique sont

les conséquences possibles de cette insécurité professionnelle. Au sein du système académique suisse, seul-e-s les professeur-e-s bénéficient de postes stables (à quelques exceptions près), tandis que 80% du personnel scientifique, doctorant-e-s, post-doctorant-e-s, chargé-e-s de cours et d'enseignement ainsi que collaborateurs-trices scientifiques, est employé sur des contrats précaires.

Diverses associations du corps intermédiaire ont tenté à

de nombreuses reprises d'alerter les instances universitaires sur la péjoration de leurs conditions de travail. Les problèmes qu'elles soulèvent n'ont pas été entendus, sont loin d'être résolus et se sont au contraire aggravés depuis la crise sanitaire du Covid-19. Or, la Suisse prévoit d'investir vingt-huit milliards de francs sur les quatre prochaines années pour la formation, la recherche et l'innovation.

Mobilisation des chercheur-euses

Face à cette situation intolérable, un collectif d'associations représentant le corps intermédiaire en Suisse a lancé la pétition « Pour la création d'un nombre conséquent de postes stables pour les chercheur-euses » post-doctoraux-ales. L'Assemblée fédérale

doit adopter des mesures concrètes visant à améliorer les conditions de travail, à garantir la qualité des connaissances produites et à protéger la santé et la vie familiale du personnel scientifique. La pétition demande que les politiques d'engagement et de promotion de la relève soient intégralement revues et réformées avec l'objectif de créer rapidement un nombre conséquent de postes stables à contrats à durée indéterminée. Ces réformes doivent mettre fin à la précarité structurelle qui caractérise le système académique suisse. Les chercheur-euse-s doivent pouvoir accomplir leur travail de manière autonome dans des conditions dignes et justes.

Comité de la pétition
adapté par notre rédaction
Pétition en ligne à signer sur petition-academia.ch

ENCORE AUJOURD'HUI, LUTTER CONTRE LES POLITIQUES EUGÉNISTES!

En Chine ou aux États-Unis, on apprenait récemment que des stérilisations non consenties avaient été effectuées sur certaines catégories de la population. Mais les politiques des naissances visant des minorités ne sont pas nouvelles.

En septembre, une infirmière étasunienne alertait sur le nombre élevé d'hystérectomies dans les camps de détention pour migrant·e·s, tristement célèbres pour leurs conditions de vie inhumaines. Selon elle, les femmes concernées, qui viennent majoritairement d'Amérique latine, n'auraient pas donné leur approbation pour cette opération.

À plus de 10 000 kilomètres de là, la minorité musulmane ouïgoure est également soumise à une politique de la natalité, selon une enquête d'Associated Press. Celle-ci montre que l'État impose la stérilisation ou la pose de dispositifs intra-utérins à des centaines de milliers de femmes. Conséquence? Dans la région du Xinjiang, le taux de natalité a chuté de 24 % en 2019, contre 4,2 % sur l'ensemble du pays. Ces stérilisations s'inscrivent dans les violences exercées par Pékin à l'encontre de cette population : assimilation forcée, islamophobie d'État, enfermement dans des camps de détention (dits de « rééducation »).

Une continuité historique

Mais ces politiques de contrôle de la population via le corps des femmes ne sont pas nouvelles. Celles-ci se justifient selon des critères raciaux (France et États-Unis), religieux ou ethniques (Chine) ou sociaux (Suisse).

Par exemple, l'État français a soumis ses « indigènes » à des politiques sur la natalité, notamment en l'île de la Réunion. Ainsi, dans les années 1960-1970, plusieurs milliers de femmes y ont été victimes d'avortements ou de stérilisations contraintes. L'histoire est ironique puisque ces violences se déroulaient alors même que l'avortement était interdit et que les



Loré Shauli

métropolitaines blanches luttait pour y avoir accès. Plus largement, cela témoigne d'un mouvement féministe français largement indifférent aux questions coloniales.

Aux États-Unis aussi, on estime que 42 % des femmes natives-américaines ont été stérilisées dans les années 1970, dans le cadre d'un programme de contrôle des naissances. En moins d'une dizaine d'années, cela correspond à 70 000 femmes. Ces politiques, qui concer-

naient officiellement les femmes « dépendantes de l'État social », visaient également les femmes afro-américaines, selon une conception raciste encore ancrée aujourd'hui. Au même moment, les femmes blanches sortaient victorieuses de leur lutte pour le droit à l'avortement, qu'elles ont arraché en 1973.

En Suisse également, des politiques eugénistes ont été mises en place. À titre d'exemple, en

1928 est instaurée dans le canton de Vaud une loi qui mentionne une « hygiène sociale préventive » et qui ne sera abrogée qu'en 1985. En tout, 187 stérilisations non volontaires auraient été administrées en raison de cette loi. Celle-ci ne visait pas une communauté raciale, mais les personnes considérées comme déviantes : son premier article mentionne ainsi « les malades mentaux et autres psychopathes (infirmes mentaux, toxomanes, alcooliques, etc.), dont l'état présente des dangers pour eux-mêmes, autrui, l'ordre public ou les bonnes mœurs ».

Quels enjeux politiques?

Au-delà de la diversité des situations évoquées ici, que retirer de ces violences d'État pour nos luttes? En premier lieu, malgré la violence de ces opérations contraintes, il ne faudrait pas oublier leur autre face, l'eugénisme positif. Celui-ci vise à encourager la natalité de la population jugée saine et positive, qu'elle soit blanche, de classe moyenne/supérieure ou non musulmane. On comprend ainsi mieux comment un même État a pu faire avorter de force des centaines de femmes tout en interdisant l'avortement pour celles qui le réclamaient. Deuxièmement, cela doit nous amener à ne pas réifier des droits pour lesquelles nous nous battons. Nous devons certes nous mobiliser pour le « droit à l'avortement », mais il est essentiel de ne pas le considérer comme la seul chemin vers la libération des femmes. Nous devons dès lors lutter pour un droit à l'avortement libre (et gratuit!) tout en défendant le droit d'élever des enfants pour des mères directement visées par les violences d'État.

Enfin, il ne faut jamais oublier que ces politiques de naissance s'inscrivent dans un contexte plus large, et dans un faisceau de violences qui ne visent pas seulement le corps des femmes. Celles-ci s'exercent par la militarisation des frontières, l'exclusion sociale, la précarité, l'assimilation forcée ou encore l'incarcération. Il nous faut dès lors réinscrire la défense des droits reproductifs dans une lutte pour la vie, non pas comprise comme les activistes étasuniens s'opposent à l'avortement, mais comme une lutte pour notre dignité individuelle et collective.

Anouk Essayad

LES RELATIONS SINO-SUISSES DURANT LA GUERRE FROIDE

L'historien Cyril Cordoba analyse les activités développées en Suisse par des associations d'amitié avec la Chine, entre 1949 et 1989.

Fondé sur de nombreuses archives inédites et une vingtaine d'entretiens, l'ouvrage *Au-delà du rideau de bambou. Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949-1989)* est divisé en trois parties.

La première (« Diplomatie et propagandes sino-suisse ») revient sur les échanges officiels mis en place pendant la Guerre froide entre la République populaire de Chine (RPC) et la Suisse. Cyril Cordoba y démontre que ces relations ont été très maigres, en raison avant tout d'un profond anticommunisme helvétique. C'est

pourquoi Pékin a misé sur une véritable diplomatie parallèle (dite « de peuple à peuple ») pour dialoguer avec des interlocuteurs-rices qu'elle a elle-même choisis : les « amis de la Chine ».

Milieus prochiinois sous surveillance

Dans la partie suivante (« Les visages changeants de l'amitié »), l'auteur retrace l'histoire de ces milieux prochiinois en Suisse, des années 1950 aux années 1980. On découvre alors la surveillance dont ces groupes ont été l'objet de la part de la police fédérale helvé-

tique, jusqu'à ce que les élites politiques et économiques suisses acceptent de dialoguer avec eux, au moment où de vastes réformes ont été entreprises par Deng Xiaoping au début des années 1980.

Dans la troisième et dernière partie de l'ouvrage (« Culture et politique prochiinoises »), l'historien insiste sur la fidélité des maoïstes suisses au discours diffusé par la propagande chinoise. À travers une analyse de leurs pratiques militantes et prises de positions idéologiques, il met en avant les rétributions matérielles et symboliques reçues par les partisan-e-s

de Pékin, des voyages organisés en Chine à la distribution de Petits Livres rouges.

Tout en faisant preuve d'un style clair et accessible, Cyril Cordoba offre ici un riche et passionnant panorama des relations sino-suisse. En se penchant sur les stratégies déployées par la Chine pour développer son influence en Occident, il démontre que Pékin a, au final, mis en place un système de nature clientéliste reposant sur ses « ami-e-s étranger-e-s ».

Leïla S.



Cyril Cordoba, *Au-delà du rideau de bambou: Relations culturelles et amitiés politiques sino-suisse (1949-1989)*, éditions Alphil.



I MAY DESTROY YOU, LA SÉRIE QUI DÉNONCE LA CULTURE DU VIOL

La série, créée par Michaela Coel (qui y tient aussi le premier rôle) fait de son agression le point de départ d'une expérience sinieuse.

C'est en 12 fois 30 minutes, entre Londres et Ostia, que se décline une vie à mille à l'heure où se côtoient glauque et légèreté, parfois dans la même séquence. Arabella Essiuedu, jeune écrivaine rendue célèbre par ses tweets, vit en citadine libérée. Un soir, elle

rejoint un ami dans un bar où se profile une soirée ordinaire. Le lendemain, elle se réveille avec les symptômes habituels de la drogue du violeur : perte de mémoire, étourdissement, distorsion de la réalité.

La force de la série réside dans le fait qu'on vit ses symp-

tômes avec elle, par ses yeux, et que rien n'est expliqué « du dehors ». Les réminiscences et les sensations précèdent la compréhension d'avoir été droguée et agressée sexuellement. Dans notre société, où la culture du viol invisibilise les victimes, Michaela Coel donne la place à la parole et à la réflexion de son personnage qui fait face à deux traumatismes : celui d'avoir été droguée et celui du viol.

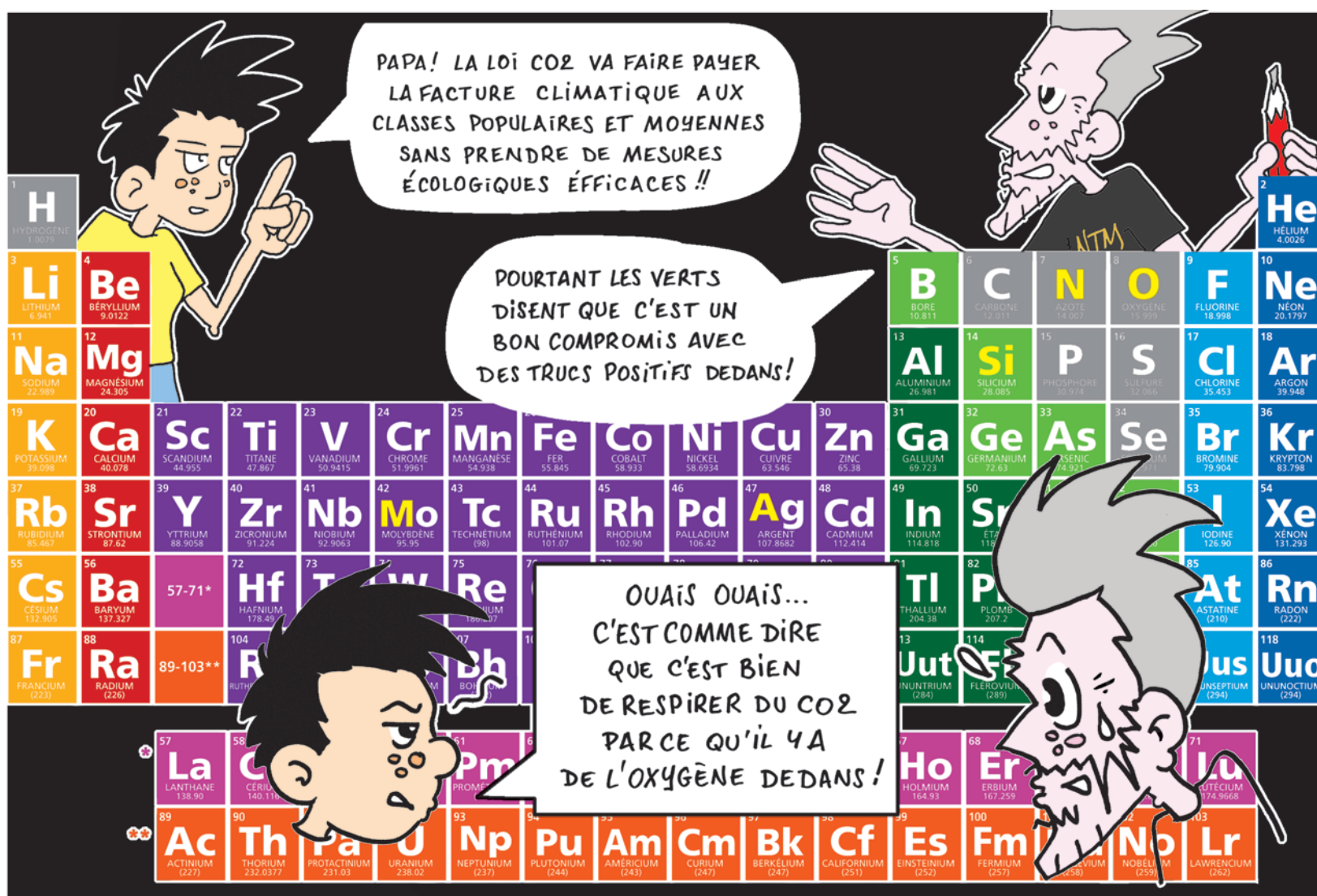
Narration à la première personne

On vit avec elle différentes étapes : en rage, elle s'en prend à tou-te-s, suffoque, gère, se perd, change de tactique, se borne, crève de

douleur et d'égoïsme, se remet en question. La série aborde également d'autres formes de violences et de « zones grises » d'agressions sexuelles sur des personnes hétérosexuelles ou non. Comme l'explique Iris Brey dans son livre *Le Regard au féminin*, un cinéma féministe, « c'est ressentir avec l'héroïne ». Le viol n'est ni édulcoré, ni exagérément brutal, ni érotisé. Sans voyeurisme, nous vivons le traumatisme et les réminiscences, mais la vie ne s'arrête pas.

De plus, quel plaisir de voir une série où tous les personnages principaux sont noirs. Selon Michaela Coel, qui amorce ainsi un débat sur le consentement, ils-elles « naviguent à travers leur vie sexuelle et sur la ligne entre libération et exploitation ». Elle nous invite à ne pas suivre Arabella aveuglément, s'inspirant de sa propre expérience pour créer une fiction cathartique adressée à d'autres victimes. L'action oscille sans arrêt entre l'absurde, le tendre et le pathétique de la réalité, présentant les identités des personnages comme autant de constructions sociales. En effet, si « *I May Destroy You* » suit des destins individuels, c'est pour mieux montrer la violence structurelle qui s'abat sur elles-eux.

Manon Zecca



solidarités

376
Sommaire

C'est quoi ce journal?

Abonnements

JAA
CH-1211 Genève 2
P.P. / Journal

LA POSTE

Journal solidarités - Case postale 2089 - 1211 GENEVE 2

- 2 Agenda
- 3 11 milliards dans les réserves des assureurs: Alors on danse? Alors on paie!
- 4 Le Covid-19 aggrave la précarité
- 5 Le Conseil d'État vaudois a la taxe facile
Élections neuchâteloises: ça vole bas!
- 6 «Le centre de renvoi, on n'en veut pas!»
Genève: Zéro pertes!
Le salaire minimum est enfin devenu une réalité à Genève
- 7 «T-shirts de la honte»: une mobilisation féministe exemplaire!
- 8 Italie: «Dire que tout doit changer, tout en faisant en sorte que tout reste comme avant»
- 10 Que dit Rossanda?
- 11 Mobilisation radicale sous les fenêtres du parlement
Holcim lave plus vert que vert
- 12 L'Azerbaïdjan embrase le Caucase
- 13 Turquie: la répression se poursuit contre le HDP
Les milieux de la recherche souffrent
- 14 Encore aujourd'hui, lutter contre les politiques eugénistes!
- 15 Les relations sino-suisse durant la Guerre froide
«I May Destroy You», la série qui dénonce la culture du viol

Vous tenez en main le journal de solidarités, mouvement anticapitaliste, féministe et écosocialiste, présent avant tout aujourd'hui dans les cantons de Genève, Vaud, Fribourg et Neuchâtel. Il joue un rôle indispensable du point de vue de l'information alternative en Suisse romande, afin que soient relayées les expériences de résistance, dans un contexte mondial où les inégalités se creusent.

Du local au national en passant par l'international, notre bimensuel donne des infos et des clés de lecture sur les thématiques qui nous concernent toutes et tous (travail, santé, logement, politique internationale, rapports de genre, économie, écologie, culture...).

C'est une gageure de publier un journal militant qui offre à nos lecteurs et lectrices des points d'appui pour les luttes actuelles et à venir; mais il faut bien penser pour agir! Abonnez-vous!

**SOUTENEZ
NOUS,
ABONNEZ-
VOUS!**

- ☐ Annuel fr. 80
- ☐ Étudiant-e-s, AVS, AI Chômeurs-euses 40
- ☐ Soutien 150
- ☐ 3 mois à l'essai gratuit!

Vous pouvez vous abonner sur Internet:
solidarites.ch/abonnement

Pour vous abonner, modifier votre abonnement, pour tout changement d'adresse ou toute question concernant l'envoi du journal:

→ **solidarités**
Case Postale 2089
1211 Genève 2
ou abos@solidarites.ch
ou +41 22 740 07 40